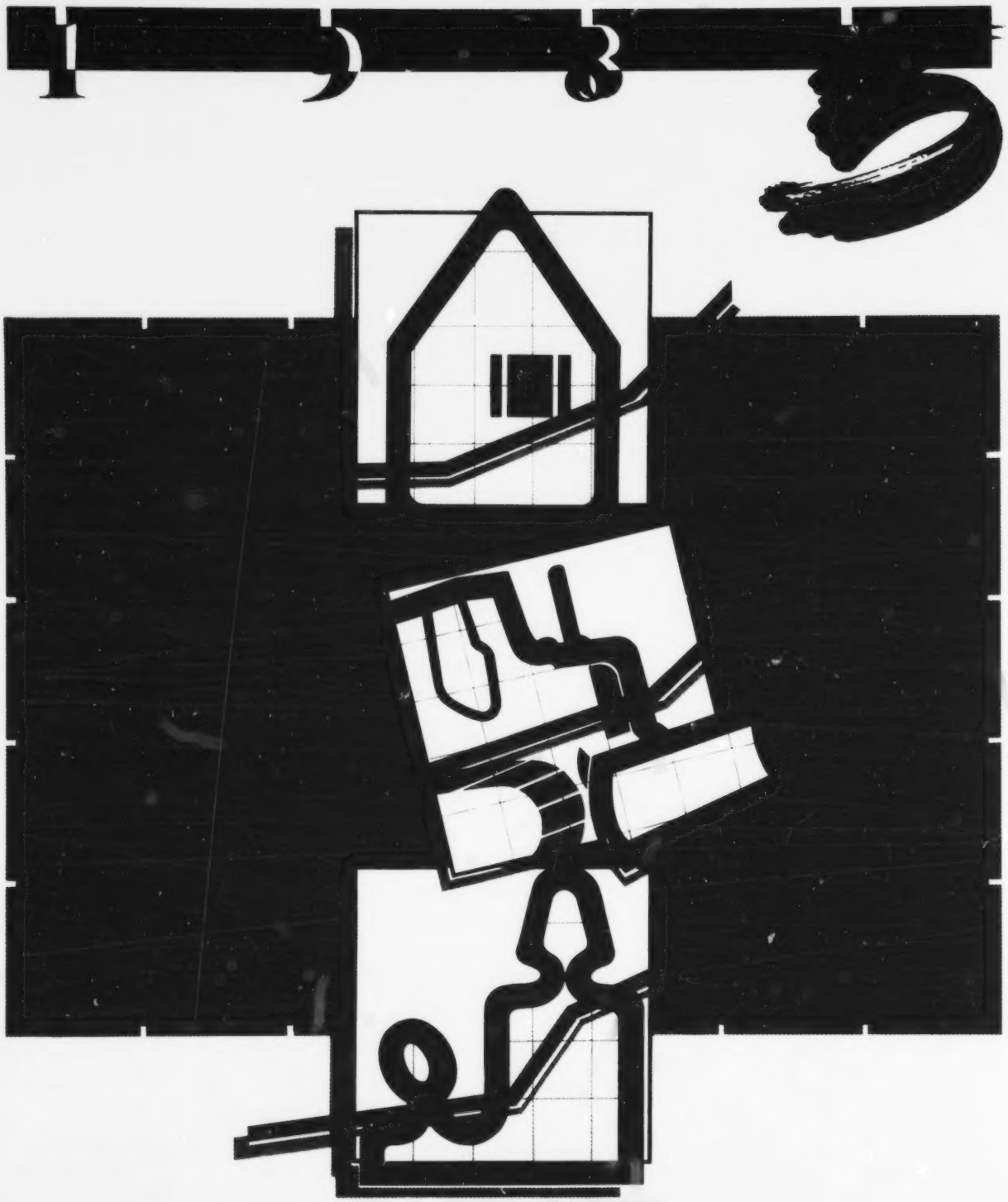


RAPPORT FINANCIER

VILLE DE HULL

RAPPORT FINANCIER

85

VILLE DE HULL

Table des matières

3 Message du Maire

4 Message du Directeur général

5 Le Conseil municipal

6 Organigramme

8 Hull économique

14 Rapport du Directeur des finances et trésorier

15 Rapport des vérificateurs

Rapport financier

16 Fonds d'administration

19 Fonds des règlements d'emprunt

19 Fonds de roulement

20 État de l'actif à long terme

20 État de la dette à long terme

21 Fonds spéciaux

22 Notes afférentes aux états financiers

Statistiques

25 Tableaux

Message du Maire

Avec mes collègues du Conseil municipal, les employés de la Ville et les citoyens, j'ai toujours favorisé certains principes fondamentaux touchant la qualité de la vie, le développement économique et culturel, le retour à Hull par le biais de la construction domiciliaire, le dynamisme de notre administration et finalement, la stabilisation de nos taux de taxes.

Hull connaît un essor fantastique qui s'inscrit dans la recherche de l'excellence et d'une volonté d'être où les Hullois ont vraiment leur place et un rôle à jouer dans la région de la Capitale nationale.

Le règlement du litige territorial avec la ville d'Aylmer, en 1985, nous a permis *d'augmenter notre superficie de 33%.*

Nous avons réalisé, l'an dernier, une percée dans le réseau routier urbain avec la construction d'une partie du boulevard de la Carrière, d'un tronçon du boulevard de la Cité-des-Jeunes et du réaménagement de l'échangeur Mont-Bleu.

De plus, nos efforts concertés ont fait en sorte que notre ville a renforcé sa position de capitale régionale et de centre d'attraction de l'Outaouais québécois avec, entre autres, l'achat de notre Club de hockey Les Olympiques par Wayne Gretzky, le meilleur joueur de hockey au monde.

Un autre hôtel a enfin été érigé. Cet édifice, rattaché à la maison du Citoyen au moyen d'une passerelle construite par la ville de Hull, permettra aux congressistes d'être liés au palais des Congrès.

L'embauche d'une équipe supplémentaire de policiers permettra, j'en suis persuadé, de régler définitivement, sinon d'atténuer considérablement, les problèmes que nous avons connus dans le centre-ville.

En 1985, Hull a procédé à l'ouverture de la salle de théâtre René-Provost. Nous pouvons nous vanter de posséder trois salles de théâtre à caractère communautaire et professionnel. Et que dire de l'ouverture de la succursale Lucien-Lalonde de la Bibliothèque municipale et de la fusion des activités de «Hull en'août» et du Festival international de la bicyclette de Hull?

La ville de Hull a aussi été témoin en 1985 de la fin des travaux de construction de l'édifice Louis - S. St-Laurent qui accueillera au-delà de 2 000 personnes.

Notre lancée dans le développement domiciliaire s'est poursuivie en 1985 alors que la valeur totale des permis émis atteignait 163 367 503 $ (excluant le Musée national de l'Homme).

Hull a été finaliste au concours Habitas dans la catégorie Habitas spécial, secteur municipalité de l'année, meilleure contribution. De plus, la ville de Hull s'est mérité le prix Orange pour son excellent réseau de pistes cyclables, dans le cadre du projet Vélo-Cité. Le palais des Congrès de Hull a gagné le Grand prix du tourisme 1985 pour la catégorie promotion touristique, offert par le ministère du Tourisme du Québec.

Nous avons augmenté notre réserve foncière par l'achat des terrains de la Canada Ciment Lafarge (68 acres) et des espaces occupés par la Guest Motors dans le centre-ville (1,34 acre), ainsi que de plusieurs autres petites propriétés. Ces dernières nous ont permis de garantir le terrain sur lequel serait construit le projet MICOT, le premier édifice «intelligent» au Canada.

Dans l'esprit d'assurer le développement économique et commercial de Hull, nous avons procédé, avec l'aide de la Société d'aménagement de l'Outaouais, à la création d'un parc industriel réservé aux industries non polluantes.

Hull est une terre propice à l'épanouissement de la personne et des entreprises. le Conseil municipal, avec la fonction publique et ses citoyens, entend continuer ses efforts pour devenir une ville exemplaire dont toute la francophonie sera fière.

Le maire,

Michel Légère

Message du Directeur général

Monsieur le Maire,
Madame et messieurs les Conseillers,

À la fin de 1985, la ville de Hull aura réalisé son trente-septième surplus consécutif. À la lueur des statistiques et données financières du présent rapport, on constatera que 1985 aura été une année dynamique dans divers domaines de l'activité municipale.

Il serait ici fastidieux de faire la nomenclature, un à un, de plus de cent projets particuliers réalisés au cours de l'année, abstraction faite du travail régulier et continu exécuté par les services dans le cadre de leurs attributions normales. Ces projets peuvent se diviser en deux catégories principales, soient les projets «durs» et les projets «mous».

La catégorie des «projets durs» a nécessité des investissements publics de plus de 21 millions de dollars et ont été réalisés dans les domaines des infrastructures, loisirs, tourisme, bibliothèque, circulation, réseau routier et sécurité publique.

Parmi la cinquantaine de réalisations dans la catégorie des projets «mous», mentionnons:

- la restructuration du Service de la police;
- l'obtention d'une cote améliorée de 3 à 2 pour la protection incendie, Hull devenant ainsi l'une des deux seules villes au Québec, possédant cette classification avantageuse ;
- la création d'un nouveau programme de prévention-incendie dans les quartiers du genre protection du voisinage;
- l'adoption d'un règlement municipal pour le stationnement des personnes handicapées.

Les efforts individuels et collectifs de chacun auront, au cours de 1985, permis à la ville de Hull d'améliorer la qualité de vie des citoyens par l'ajout ou la bonification de services, caractéristiques d'un progrès et d'un dynamisme certains.

Le directeur général,

J.-Aimé Desjardins

Le Conseil municipal

Michel J. Légère
Maire
Président Comité exécutif

Fernand Nadon
Président intérimaire
Comité exécutif
03/Wright

Claude Bonhomme
Membre
Comité exécutif
06/Verchères

Claude Lemay
Président
Conseil municipal
10/Laurier

Yvon A. Grégoire
Maire suppléant
02/Jeanne-Mance

Cartier Mignault
01/Tétreau

Pierre Chénier
04/Lafontaine

Georges A. Carrier
05/Dollard

Pierre Cholette
07/Mont-Bleu

Raymond Bisson
08/Vanier

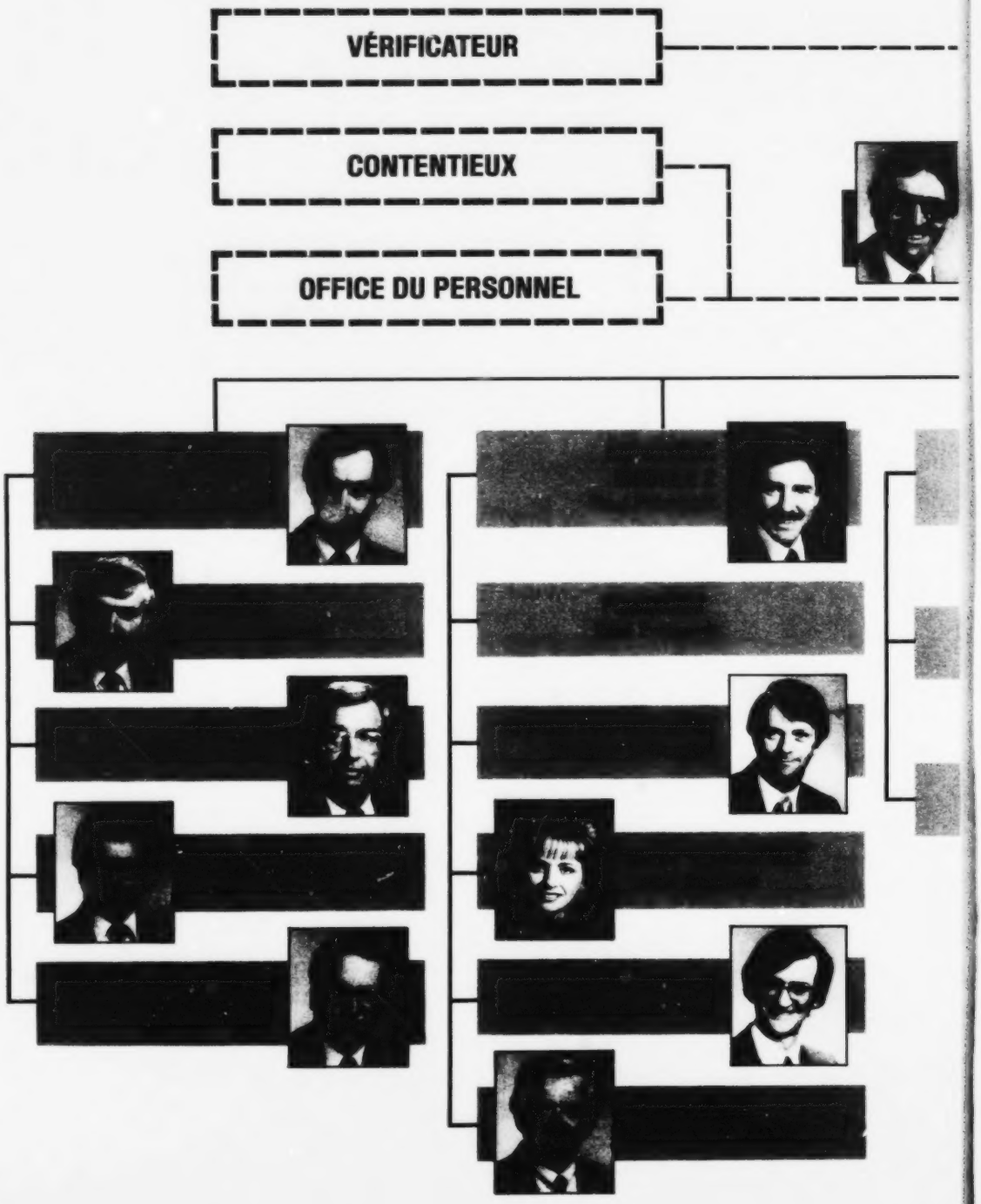
Ghislaine Chénier
09/Louis-Hébert

Raymond Ouimet
11/Frontenac

André Careau
12/Montcalm

Organigramme

En vigueur en 1986



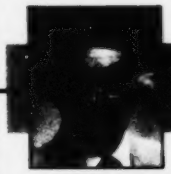
CONSEIL

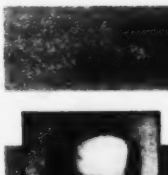
JUGE MUNICIPAL

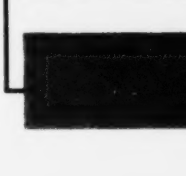
COMITÉ EXÉCUTIF

DIRECTEUR GÉNÉRAL
J.-Aimé Desjardins

UNITÉ SPÉCIALE
D'INTERVENTION







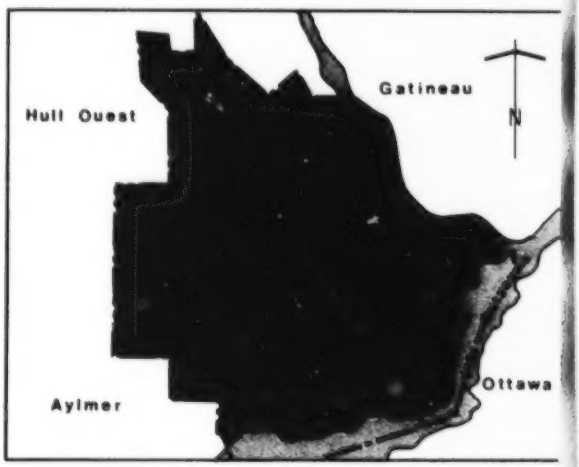
HULL ÉCONOMIQUE

TERRITOIRE ANNEXÉ

La ville de Hull a obtenu, par décret ministériel le 20 mars 1985, 2 000 acres de terrain de la ville d'Aylmer soit huit kilomètres carrés, englobant le secteur du lac des Fées et les terrains où sont construits le CEGEP de l'Outaouais et le Centre Asticou.

Après trois mois de négociations, la ville d'Aylmer a, en effet, accepté de céder une parcelle de son territoire en échange de compensations financières.

Le territoire annexé qui touche 150 familles est borné par le chemin de la Montagne au Nord, à l'Ouest, un point égal entre l'intersection Vanier/Pink, à l'est, le boulevard de la Cité des Jeunes et la ligne sud est située juste au nord du Parc Champlain.



CONCOURS VILLES, VILLAGES ET CAMPAGNES FLEURIS

Après avoir mérité le titre de *ville fleurie du Québec* en 1984, la ville de Hull accueilli le 7 septembre 1985, les premières grandes retombées touristiques et économiques perceptibles de cet honneur.

En effet, pas moins de 1 000 personnes, la majorité se composait d'élus municipaux ou de représentant(e)s de Société d'horticulture des quatre coins du Québec, s'étaient donné rendez-vous, à Hull, pour participer à la fête de proclamation des municipalités lauréates de 1985 lors de la journée nationale des *Villes, Villages et Campagnes fleuris du Québec.*

Disposant d'un budget d'opération de 9 337 $, la ville de Hull a reçu les éloges d'un nombre important d'invité(e)s.

Comme le disait si bien le responsable de ce concours au Service des Organismes et de la Relève agricoles au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur Henri-Louis Arsenault : «Cette journée a eu et aura des retombées sur la ville de Hull. Elle contribuera certes à motiver davantage les municipalités à participer à ce grand mouvement d'embellissement qu'est le concours *« Villes, Villages et Campagnes fleuris du Québec. »*

Soulignons que dans la catégorie «Villes de plus de 10 000 habitants de la région 07, c'est Hull qui, une fois de plus, a été proclamée ***Ville fleurie*** pour l'année 1985.

HULL ÉCONOMIQUE

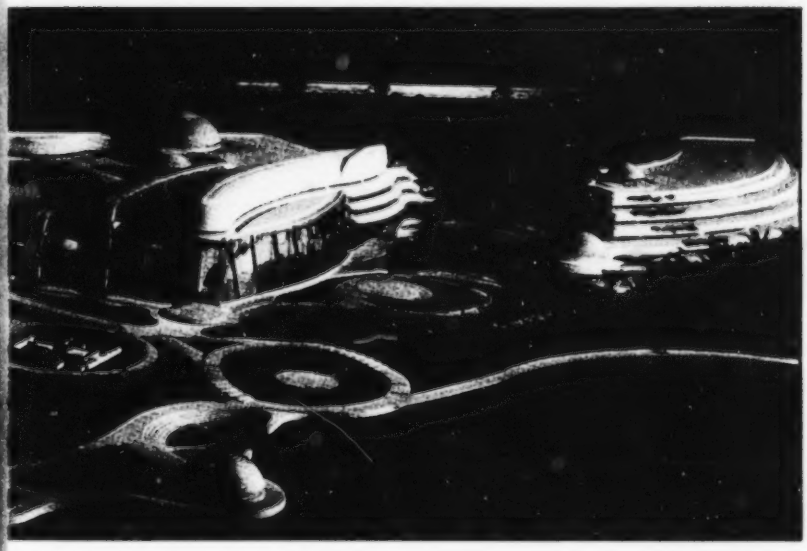
ÉDIFICE LOUIS S. ST-LAURENT

À proximité de l'autoroute A-5, du boulevard Montclair, du boulevard St-Raymond et du centre commercial les Galeries de Hull, l'édifice Louis S. St-Laurent constitue un autre joyau de la dynamique hulloise et contribue à confirmer le rôle incontesté de Hull comme capitale régionale.

Construit sur un terrain de 553 000 pieds carrés (12,7 acres), l'édifice Louis S. St-Laurent offre une vue panoramique sur Hull et sa région.

Avec ses murs extérieurs de verre réfléchissant, l'édifice, d'une superficie totale de 668 000 pieds carrés (64 000 mètres carrés) répartie sur six étages, est agrémenté de 50 000 pieds carrés d'atriums et offre 500 espaces intérieurs de stationnement.

Facile d'accès, l'édifice Louis S. St-Laurent est occupé par quelque 2 000 personnes (militaires et civils) du ministère de la Défense nationale.



MUSÉE NATIONAL DE L'HOMME

C'est à l'été 1988 que le Musée national de l'Homme doit accueillir ses premiers visiteurs. L'originalité architecturale du Musée national de l'Homme incitera certes les visiteurs à se rendre à Hull pour voir de plus près les formes sensuelles de cet édifice de 420 000 pieds carrés (39 000 mètres carrés).

Sur le plan pratique, la forme du Musée national de l'Homme répond efficacement aux besoins du Musée. Ce désir, d'intégrer les besoins de la nature et ceux de l'homme, représente bien l'oeuvre de l'architecte albertain Douglas Cardinal.

La superficie destinée aux expositions sera quatre fois plus grande que celle dont le Musée national de l'Homme dispose actuellement. Pour la première fois de son histoire, le Musée rassemblera sous un même toit les quelque deux millions d'articles de ses collections et les membres de son personnel jusqu'ici dispersés à dix-sept endroits.

Le bâtiment en soi se voudra donc un témoin de notre temps, un hymne à l'évolution et à la grandeur de l'homme.

HULL ÉCONOMIQUE

L'ÉCONOMIE RÉGIONALE PASSE PAR HULL

La situation géographique, le passé historique et le contexte administratif font de Hull le point d'ancrage incontesté du Québec à la Capitale du Canada. Durant les années 70, le centre-ville de Hull a été retenu pour permettre l'implantation des bureaux devant recevoir les administrations fédérales et provinciales, plus de 20 000 emplois ont ainsi trouvé leur place en bordure de la rivière des Outaouais.

Pour donner suite à ce premier essor, la ville de Hull est directement intervenue dans la construction de la maison du Citoyen qui regroupe en plus des services municipaux, les plus importants services administratifs régionaux, la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO) et la Communauté régionale de l'Outaouais (CRO).

La ville de Hull a entrepris de relocaliser certaines entreprises industrielles et d'acquérir des terrains stratégiques de façon à avoir un meilleur contrôle de son développement et de constituer une banque de terrains servant d'outil de négociation.

La ville de Hull, dans un souci d'organisation et de planification contrôlées, a utilisé tous les outils mis à la disposition des municipalités par les différents programmes instaurés par les deux paliers de gouvernement. Dernièrement, Hull a adhéré aux programmes Berges Neuves et ReviCentre dans le but de matérialiser de façon plus spécifique une partie des objectifs consistant à améliorer la qualité de vie et de restructurer les activités économiques, le tout s'inscrivant dans des orientations plus globales pour concrétiser le rôle régional et supra-régional du centre-ville de Hull.

Parallèlement à ces efforts soutenus et aux interventions majeures entreprises par la Ville, d'autres actions au niveau institutionnel et de l'entreprise privée ont permis de continuer à favoriser l'émergence d'un centre-ville digne de la position privilégiée de Hull.

Déjà l'entreprise privée fait montre de son dynamisme et de sa confiance dans le devenir du centre-ville de Hull avec des projets de complexes domiciliaires de prestige tel que Port de Plaisance, Château de la Cité, les Jardins Laval, la Tourelle du Parc totalisant environ 450 logements uniquement sur l'Île de Hull.

Un projet dont l'impact représentera des retombées extraordinaires est en voie de se concrétiser, il s'agit du projet Micot dont les investissements de plus de 150 millions de dollars vont être le fer de lance du développement économique des prochaines années et permettront à la ville de Hull de s'élever au rang de ville de la haute-technologie.

Les pouvoirs publics n'en continuent pas moins leurs efforts avec la réalisation du Musée de l'Homme, la Marina de Hull et des aménagements plus spécifiques des rues Eddy, promenade du Portage, Aubry, Kent et du boulevard St-Joseph.

Le centre des affaires de Hull comme environnement privilégié représente un potentiel extraordinaire disponible à tous les entrepreneurs désireux de démontrer leur savoir-faire en prenant une part active à la revitalisation d'une grande entreprise, celle du centre-ville de Hull.

HULL ÉCONOMIQUE

II

SUBVENTION MUNICIPALE VISANT À PROMOUVOIR LA CONSTRUCTION DOMICILIAIRE

Depuis le 23 juin 1982, la ville de Hull accorde une subvention applicable à toute nouvelle construction ou rénovation domiciliaire.

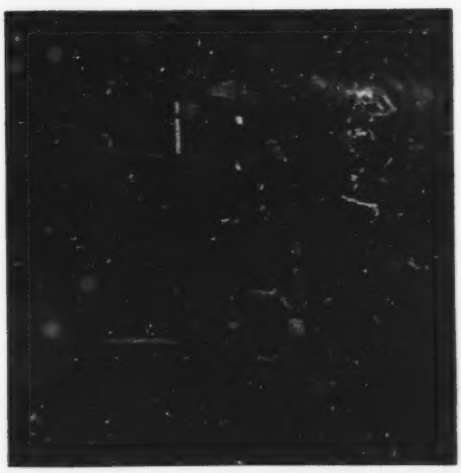
Ce programme restera en vigueur jusqu'au 15 juillet 1986 pour toute construction résidentielle entreprise avant cette date.

Versée sous forme de crédit de taxe, la subvention varie de 3 000 $ à 6 000 $ par nouvelle habitation, répartie sur les trente-six (36) premiers mois de taxation. Spécifiquement, le propriétaire jouit d'un crédit total de 6 % de la valeur d'évaluation du nouveau bâtiment ou de l'amélioration résidentielle réalisée.

La subvention s'applique à toute construction résidentielle, peu importe le nombre de logements, le type ou la tenure. Les rénovations domiciliaires sont également admissibles au crédit de taxe de 6 % appliqué sur la valeur ajoutée à l'évaluation.

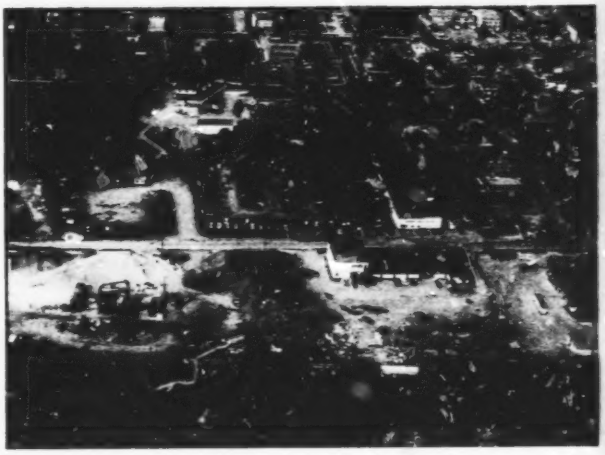
Le crédit accordé apparaît directement sur le compte de taxe et aucune démarche n'est requise de la part du propriétaire, sinon qu'il doit effectuer une demande de permis de construction avant le 15 juillet 1986.

La subvention totale engagée pour l'ensemble des bâtiments résidentiels se qualifiant à ce programme atteindra 8 000 000 $ au 15 juillet 1986 et aura favorisé des travaux de construction domiciliaire de 160 000 000 $ de juillet 1982 à juillet 1986.



PROGRAMME REVI CENTRE

La ville de Hull subventionnera, par le truchement d'un crédit de taxe, les travaux d'amélioration aux immeubles situés dans une partie du centre-ville tel que défini par le règlement concernant REVICENTRE.



La ville de Hull accordera également un crédit de taxe pour le parc industriel urbain ainsi que dans les zones commerciales et industrielles autres que le centre-ville.

Ce programme d'aide financière a été rendu possible grâce au programme de revitalisation du centre-ville du gouvernement québécois, REVICENTRE, en vigueur jusqu'au 31 mars 1987 et selon de nouvelles dispositions de la Loi des cités et villes.

Le règlement s'applique aux travaux ayant débuté après le 31 décembre 1985 dans le cas des bâtiments autres que résidentiels et après le 15 juillet 1986 dans le cas des bâtiments résidentiels.

Ce règlement viendra à échéance le 31 décembre 1988. Les travaux qui débuteront le 1er septembre 1987 et qui seront complétés avant le 31 décembre 1988 bénéficieront, s'il y a lieu, de crédits de taxes foncières pour les exercices postérieurs.

HULL ÉCONOMIQUE

HAUTE TECHNOLOGIE À HULL

Doit-on parler de haute-technologie, de haute-technicité ou encore de technologie de pointe ou de technologie avancée? À Hull, les entrepreneurs ne s'attardent pas à la sémantique mais passent plutôt à l'action. Un survol rapide des statistiques disponibles donne à penser, en effet, que les entrepreneurs sont nombreux et que leurs idées prennent rapidement forme.

Le Centre de logiciel de l'Outaouais est formé d'entreprises de la région intéressées au développement du secteur de la haute-technologie. Le centre a réalisé une étude sur les créneaux de marché possible dans ce secteur. Par la suite, de nombreuses entreprises ont décidé de consacrer les efforts voulus afin de se tailler une place.

Les emplois créés à Hull dans le domaine de la haute-technologie viennent, d'une part, des services de consultants (30 emplois) et, d'autre part, des fabricants (80 emplois). Les projections de ces dernières entreprises indiquent que le nombre d'emplois pourrait doubler au cours des prochains mois.

ACDS Systèmes graphiques (38 emplois) est une entreprise de système de conception assistée par ordinateur (CAO - FAO) et elle s'intéresse depuis peu au développement de l'infographie qui trouve de nombreuses applications dans la gestion de bureau. Une autre application devrait suivre rapidement dans le domaine de l'immobilier avec le concours de C.I.I.I., la Corporation de l'infographie immobilière inc. qui offre un potentiel de création de 30 emplois. La nouvelle technologie permettra à l'agent immobilier de vanter les caractéristiques d'une maison sans avoir à se déplacer.

D'autres entreprises comme C.M.L. — Computational Methods Ltd. (17 emplois) — fabriquent des systèmes de commutation digitale pour les communications par voie conçue surtout pour les aéroports civils et militaires et les corps policiers. Ion Technology Corp. (4 emplois) fait de la recherche et du développement menant à l'implantation d'ions et Systèmes solaires T.P.K. est une entreprise se spécialisant dans la recherche et le développement de capteurs solaires servant à des fins résidentielles et commerciales.

Qui aurait cru cela? Des éléments de la troisième vague installés chez nous... et on nous dit que ce n'est qu'un début.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BICYCLETTE DE HULL

La troisième édition du Festival international de la bicyclette de Hull qui s'est déroulé du 5 au 11 août 1985 a permis d'attirer pas moins de 100 000 personnes.

L'année 1985 aura également été marquée par l'intégration du Festival international de la bicyclette de Hull aux fêtes de «Hull en'Août».

De plus, en 1985, le Festival international de la bicyclette de Hull a été reconnu comme l'événement touristique par excellence de la région.

Des compétitions cyclistes de calibre international regroupant des équipes de l'Ouest canadien, de l'Europe et des États-Unis, des activités sportives, communautaires et culturelles ont marqué cette édition 1985 du Festival international de la bicyclette de Hull.

HULL ÉCONOMIQUE

STRUCTURES COMMERCIALES À HULL

Les données statistiques diffusées à l'égard de la répartition et de la diversité des services commerciaux à Hull traduisent éloquemment le haut niveau de service destiné à une clientèle avertie et nombreuse.

Quoique sa population ne représente que le 1/3 de l'agglomération urbaine de l'Outaouais, la ville de Hull contient plus de la moitié des établissements commerciaux et les 2/3 des établissements de commerce de gros et industriels de la région.

Le groupe des services est aussi fortement représenté. Mentionnons à titre d'exemple que 61 % des établissements de services professionnels se retrouvent à Hull ainsi que 52 % des services personnels, 70 % des services d'affaires et 60 % des services financiers.

Par ailleurs, trois groupes sont également représentés. Il s'agit des services de la construction, de la réparation et de l'entretien.

Toutes ces statistiques ne livrent qu'une partie du portrait, soit la gamme imposante des services offerts.

Un aspect très particulier, pour ne pas dire unique de cette structure commerciale, est la répartition des établissements sur le territoire de Hull.

L'artère commerciale St-Joseph côtoie dans l'axe Nord-Sud presque tous les quartiers. Avec ses 320 établissements commerciaux et de services (dominé par le vêtement, le mobilier, les services financier et professionnel), elle assure une démarcation très nette entre les zones résidentielles avoisinantes et l'artère commerciale la plus achalandée de la région.

L'Île de Hull fait contrepoids avec ses 339 établissements commerciaux dominés pour leur part, par la restauration, les articles divers et les services d'affaires.

Le groupe d'établissements, de commerce de gros et de commerce semi-industriel principalement composé de services aux entreprises, représente un autre pilier très important de la structure commerciale. Ainsi, on dénombre environ 900 emplois dans le parc industriel du Ruisseau et 3 700 dans le parc Richelieu.

La ville de Hull a depuis deux ans subventionné généreusement l'implantation de nouvelles industries et de nouveaux commerces sur son territoire, en accordant un crédit de taxe équivalent à la valeur ajoutée lors de constructions, d'agrandissements, de rénovations ou autres types de travaux. Ce programme d'aide constitue en même temps un excellent instrument de revitalisation et un avantage comparatif attrayant pour les gens d'affaires.

Rapport du Directeur des finances et trésorier

L'année financière 1985 n'a pas dérogé à la règle, pour la ville de Hull, de s'assurer d'un surplus financier. Cette situation permet de maintenir une excellente planification de la croissance du fardeau fiscal des contribuables tout en ajoutant une gamme impressionnante de services demandés par la population ou encore, nécessaire au développement de notre Ville.

D'un budget original de revenus et de dépenses de 60 329 000 $ nous sommes passés à des montants de 68 756 637 $ et 66 783 298 $ respectivement donnant un surplus de 1 973 339 $ pour le présent exercice financier. Du surplus ainsi accumulé au 31 décembre 1985, un montant de 1 800 000 $ est approprié au budget 1986 permettant de maintenir l'augmentation moyenne de la facture de taxes en 1986 à 2,7%.

Les raisons de cet écart, entre le budget original et les résultats comptables, sont variées. En voici les principales.

1. DROITS DE MUTATIONS IMMOBILIÈRES	807 000$	1. ACQUISITION DE PROPRIÉTÉS	394 000$
2. INTÉRÊTS DE PLACEMENTS ET COMPTES À RECEVOIR	739 000	2. ARBITRAGE DES POLICIERS	275 000
3. COMPENSATION POUR TAXES FÉDÉRALES	582 000	3. ENLÈVEMENT DE LA NEIGE	167 000
4. REMBOURSEMENT PAYÉ EN TROP - C.T.C.R.O. POUR 1984	410 000	4. PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE	116 000
5. ANNULATION - RÉSERVE C.R.O. EAU POTABLE	289 000	5. TEMPS SUPPLÉMENTAIRE AU SERVICE DES INCENDIES	100 000
6. COMPENSATION - RÉSEAU TÉLÉCOMMUNICATION, ÉLECT., GAZ	186 000	6. SERVICE DE DETTE	93 000
7. COMPENSATION POUR TAXES PROVINCIAL	101 000	7. ENGAGEMENT DE FIN D'ANNÉE PRIS À MÊME PRIS À MÊME LE SURPLUS LIBRE	(269 000)
8. AMENDES COUR MUNICIPALE	(581 000)	8. QUOTE-PART C.T.C.R.O.	(303 000)
9. DIVERS	13 000		

La dette obligatoire au 31 décembre 1985 s'élève à 86 032 993 $ soit une augmentation de 14% par rapport à la même date en 1984. Il faut noter que 12% de cette dette est remboursable sous forme d'améliorations locales et par des tiers. La Ville possède des terrains revendables dont la valeur au marché est établie à 8.8 millions de dollars. De plus, il faut souligner que notre dette se répartit comme suit:

1. Aqueduc, égouts, trottoirs, pavage et éclairage payable:			4. Ateliers municipaux (1975)		5 654 000
— taxe générale	32 222 482$		5. Palais des Congrès (1981)		3 187 000
— taxe d'améliorations locales	10 347 804	42 570 286$	6. Programmes d'amélioration de quartier		3 546 569
2. Maison du Citoyen (1980)	18 229 000		7. Sécurité publique		793 000
3. Loisirs et culture		10 575 000	8. Divers		1 478 138
					86 032 993$

Enfin, notons également que nos édifices municipaux sont évalués à 64 447 643 $ aux fins de nos assurances.

L'ensemble des résultats financiers reflètent très fidèlement les grandes lignes de notre planification budgétaire mis à part certains impondérables. La section statistiques financières de mon présent rapport financier annuel permet aux analystes financiers d'approfondir cette analyse sommaire.

J. Filiatrault

Directeur des finances et Trésorier

Rapport des vérificateurs

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du Conseil de
La Ville de Hull

Les états financiers abrégés ci-joints ont été établis à partir des renseignements qui figurent dans le rapport financier de la Ville de Hull produit au ministère des Affaires municipales pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985, sur lequel nous avons exprimé le 20 mars 1986 l'opinion reproduite en annexe.

À notre avis, ces états abrégés résument fidèlement les renseignements financiers qui figurent dans le rapport financier de la Ville de Hull pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985.

Charette, Fortier, Hawey & Cie

Comptables agréés

Hull, Québec
le 20 mars 1986

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS ACCOMPAGNANT LE RAPPORT FINANCIER 1985

Aux Membres du Conseil de
La Ville de Hull

Nous avons vérifié le rapport financier de la Ville de Hull pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ce rapport financier présente fidèlement les résultats des opérations de la Ville de Hull pour l'exercice terminé le 31 décembre 1985 et sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

Charette, Fortier, Hawey & Cie

Comptables agréés

Hull, Québec
le 20 mars 1986

Fonds d'administration
II

État des recettes et dépenses

Taxes	**36 656 184 $**	35 380 000 $
Compensations tenant lieu de taxes	**15 892 452**	14 777 000
Services rendus aux organismes municipaux	**359 789**	275 000
Autres services rendus	**6 227 019**	4 175 000
Autres recettes de sources locales	**9 028 201**	5 294 000
Transferts conditionnels	**592 992**	428 000
	68 756 637 $	60 329 000 $
Administration générale	**5 927 878 $**	5 724 875 $
Sécurité publique	**11 395 885**	10 697 155
Transport routier	**7 484 706**	6 890 325
Hygiène du milieu	**1 905 829**	1 806 135
Santé et bien-être	**9 000**	10 200
Urbanisme et mise en valeur du territoire	**3 934 635**	2 769 280
Loisirs et culture	**8 047 934**	7 483 640
Autres dépenses	**28 077 431**	24 947 390
	66 783 298 $	60 329 000 $
	1 973 339 $	— $

État du surplus non affecté

Solde au début	**910 979 $**	2 846 798 $
Ajouter		
Excédent des recettes sur les dépenses	**1 973 339**	689 016
Augmentation du fonds de réserve provenant de l'A.H.J.M.Q. 1969 Inc.	—	468
Virements de surplus affectés	**2 285 995**	2 346 905
	5 170 313 $	5 883 187 $
Déduire		
Cotisation au fonds de réserve de l'A.H.J.M.Q. 1969 Inc.	**2 269**	—
Virements à des surplus affectés	**2 068 349**	2 255 130
Affectation du surplus		
Recettes	**1 600 000**	2 061 000
Auto-assurance	**30 865**	35 905
Promotion industrielle	**555 130**	—
Ajustement — années antérieures	**100 000**	—
Acquisition de terrain	—	370 173
Fonds de roulement	—	250 000
	4 356 613 $	4 972 208 $
Solde à la fin	**813 700 $**	910 979 $

Fonds d'administration

II

État des surplus affectés

Solde au début	**382 095$**	418 000$
Déduire		
Virement au surplus non affecté	**30 865**	35 905
Solde à la fin	**351 230$**	382 095$
Solde au début	**1 600 000$**	2 061 000$
Ajouter		
Virement du surplus non affecté	**1 800 000**	1 600 000
	3 400 000$	3 661 000$
Déduire		
Virement au surplus non affecté	**1 600 000**	2 061 000
Solde à la fin	**1 800 000$**	1 600 000$
Solde au début	**—$**	250 000$
Déduire		
Virement au fonds de roulement	**—**	250 000
Solde à la fin	**—$**	—$
Solde au début	**555 130$**	—$
Ajouter		
Virement du surplus non affecté	**—**	555 130
	555 130$	555 130$
Déduire		
Virement au surplus non affecté	**555 130**	—
Solde à la fin	**—$**	555 130$
Solde au début	**100 000$**	—$
Ajouter		
Virement du surplus non affecté	**—**	100 000
	100 000$	100 000$
Déduire		
Virement au surplus non affecté	**100 000**	—
Solde à la fin	**—$**	100 000$
Solde au début	**—$**	—$
Ajouter		
Virement du surplus non affecté	**268 349**	—
Solde à la fin	**268 349$**	—$
	2 419 579$	2 637 225$

Fonds d'administration

II

Bilan

Encaisse	**7 607 840$**	6 997 759$
Placements	**—**	75 662
Débiteurs		
Taxes municipales	**1 420 499**	1 593 729
Gouvernement du Canada et ses entreprises (note 3)	**1 282 853**	643 313
Gouvernement du Québec (note 4)	**454 317**	507 325
Organismes municipaux	**800 400**	920 947
Entreprises, organismes et individus	**—**	951 102
Autres	**994 623**	487 484
Stocks, au coût	**531 501**	367 940
Autres	**21 456**	103 282
	13 113 489 $	12 648 543$
Découvert en banque	**1 381 685 $**	1 209 710$
Créditeurs		
Fournisseurs	**1 369 112**	1 124 858
Autres	**3 302 075**	2 547 854
Engagements	**1 926 300**	1 194 379
Recettes reportées	**1 334 439**	1 175 492
Réserve pour l'eau potable	**—**	1 313 108
Dû — divers fonds	**301 964**	245 419
Autres passifs	**264 635**	289 519
Surplus affectés	**2 419 579**	2 637 225
Surplus non affecté	**813 700**	910 979
	13 113 489$	12 648 543$

Fonds des règlements d'emprunt

Bilan

Dépôts à terme	2 678 828 $	1 764 408$
Débiteurs		
Gouvernement du Canada - subventions	–	2 783
Autres	124 835	65 722
Déboursés des règlements d'emprunt en cours	39 896 666	36 819 828
Refinancements en cours	1 376 000	243 000
	44 076 329$	38 895 741$
Avance de la Société canadienne d'hypothèques et de logement	– $	492 379$
Créditeurs	193 555	116 521
Retenues de garantie	613 610	315 916
Financement permanent des règlements d'emprunt en cours	43 103 796	37 738 328
Soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés	165 368	232 597
	44 076 329$	38 895 741$

Fonds de roulement

État de la variation du capital non engagé

Solde au début	110 646$	96 540$
Ajouter		
Virement du surplus non affecté	–	250 000
Engagements échus au cours de l'exercice	196 907	151 396
Engagements annulés au cours de l'exercice	8 681	–
	316 234 $	497 936 $
Déduire		
Engagements autorisés au cours de l'exercice	264 915	387 290
Solde à la fin	51 319$	110 646$

Bilan

Encaisse	209 557$	118 556$
Dépenses financées à long terme	678 170	632 497
	887 727$	751 053$
Créditeurs	137 727$	1 053$
Capital du fonds		
Capital engagé	698 681	639 354
Capital non engagé	51 319	110 646
	887 727$	751 053$

État de l'actif à long terme

Actifs immobilisés		
Travaux de génie	**69 902 249$**	63 506 401$
Bâtisses	**18 639 470**	17 413 213
Terrains	**3 469 361**	2 723 576
Matériel et véhicules	**7 400 076**	7 098 484
Ameublement	**3 472 522**	2 578 056
Actifs immobilisés sujets à la revente		
Propriétés acquises pour non-paiement de taxes	**31 821**	30 164
Terrains acquis à des fins de rénovation urbaine	**5 550**	–
Immeubles de la réserve foncière	**1 416 591**	653 058
Créances à long terme		
Subvention à recevoir du MAC	**300 083**	318 750
Prêts à l'Office municipal d'habitation	**558 549**	558 549
	105 196 272$	94 880 251 $
Actifs acquis avant 1977	**34 347 357$**	34 347 357$
Actifs financés par:		
Obligations	**50 590 626**	45 541 908
Subventions et contributions gouvernementales	**5 967 703**	3 353 704
Fonds d'administration	**10 702 479**	8 090 268
Fonds de roulement	**1 568 717**	1 469 575
Autres modes de financement	**2 019 390**	2 077 439
	105 196 272$	94 880 251$

État de la dette à long terme

Montants à prévoir pour le remboursement des dettes à long terme à la charge de:		
Ensemble de la municipalité	**75 072 785$**	66 691 104$
Une partie de la municipalité	**10 191 983**	7 229 355
Organismes municipaux	**468 142**	614 386
Gouvernement du Québec	**300 083**	–
Total (note 9)	**86 032 993$**	74 534 845$
Obligations à payer		
Société canadienne d'hypothèques et de logement.	**1 499 723$**	1 037 891$
Commission municipale du Québec	**345 080**	354 005
Société d'habitation du Québec	**274 654**	347 949
Autres obligations		
En monnaie canadienne	**75 984 500**	65 137 000
En monnaie américaine	**7 228 000**	7 658 000
Autres dettes à long terme		
Société québécoise d'assainissement des eaux	**36 136**	–
Organismes municipaux	**664 900**	–
Total du passif	**86 032 993 $**	74 534 845$

Fonds spéciaux

II

Fonds spécial d'aide à la construction
État de la variation du capital

Solde au début	**626$**	63 682$
Ajouter		
Contribution du fonds d'administration	**1 395 054**	292 000
	1 395 680	355 682$
Déduire		
Subventions aux propriétaires	**1 395 680$**	355 056
Solde à la fin	**—$**	626$

Fonds spécial d'aide à la rénovation commerciale
État de la variation du capital

Solde au début	**—$**	—$
Ajouter		
Contribution du fonds d'administration	**7 596**	—
	7 596$	—$
Déduire		
Subventions accordées aux propriétaires commercants en 1985 selon le rôle d'évaluation de la C.R.O.	**7 596**	—
Solde à la fin	**—$**	—$

Fonds réservé pour parcs et terrains de jeux
État de la variation du capital

Solde au début	**244 793$**	169 595$
Ajouter		
Contributions reçues lors de l'approbation de plans de subdivision	**70 966**	77 506
Intérêts gagnés	**24 485**	22 917
	340 244$	270 018$
Déduire		
Utilisation au cours de l'exercice pour		
Aménagement de divers parcs	**34 438**	11 724
Aménagement de pistes cyclables	**3 842**	13 501
	38 280$	25 225$
Solde à la fin	**301 964$**	244 793$

Notes afférentes aux états financiers (suite)

II

1.

a) Comptabilité d'exercice

La méthode de comptabilité d'exercice a été utilisée pour l'inscription des recettes et dépenses sauf pour le remboursement de la dette à long terme et les recettes d'intérêts sur arriérés de taxes. Les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme inscrits à la dépense n'incluent pas la portion courue entre les dates d'échéance et la fin de l'exercice; les recettes d'intérêts sur arriérés de taxes sont comptabilisés sur une base de caisse. Le remboursement des journées de maladie monnayables est comptabilisé sur une base de caisse.

b) Présentation des états financiers

Les états financiers sont préparés et présentés en conformité avec les normes et définitions contenues au manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec et au guide du rapport financier.

Ces états financiers ne comprennent pas tous les éléments que l'on retrouve dans le rapport financier produit au ministère des Affaires municipales du Québec. Cependant, ils en tiennent compte pour déterminer les résultats des opérations et la situation financière de la ville.

c) Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'engagements.

d) Intérêts sur avances interfonds

La municipalité ne comptabilise pas d'intérêts sur les avances interfonds.

e) Stocks

La méthode du coût moyen est utilisée dans le calcul du coût des stocks.

f) Dépenses recouvrables des règlements d'emprunt

La municipalité a pour politique de recouvrer les frais techniques, les frais de main-d'oeuvre relatifs à l'exécution de travaux, les frais d'utilisation de la machinerie et le coût des matériaux en stocks reliés aux règlements d'emprunt.

g) Immobilisations

Les immobilisations sont imputées aux dépenses du fonds d'administration sauf lorsque financées à long terme. Les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme sont inclus dans les dépenses de la période où ils deviennent exigibles.

h) Dettes remboursables en monnaie américaine

Les obligations remboursables en monnaie américaine sont démontrées au pair avec la monnaie canadienne. Ces dettes se chiffrent à 7 228 000 $ américains au 31 décembre 1985. Si ce passif était exprimé en monnaie canadienne au taux de change en vigueur le 31 décembre 1985, il serait augmenté de 2 962 757 $.

i) Classification des dépenses

Pour fins de présentation des états financiers, les dépenses du fonds d'administration ont été classifiées selon la définition des postes comptables du Manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec, à l'exception des dépenses recouvrables du fonds des règlements d'emprunts. Afin d'obtenir une meilleure répartition des coûts, ces dépenses ont été imputées à chacune des fonctions et activités concernées.

2.

La ville est régie par sa charte et la Loi sur les cités et villes.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

3.

Gouvernement du Canada	**1 096 323$**	367 082$
Commission de la Capitale nationale	**186 530**	276 313
	1 282 853$	643 313$

4.

Compensations tenant lieu de taxes	**305 950$**	312 053$
Compensations tenant lieu de taxes d'affaires	**5 266**	9 405
Subvention du Ministère des Affaires culturelles	**—**	44 240
Chemin Leamy (produits d'expropriation)	**106 815**	99 213
Autres	**36 286**	42 414
	454 317$	507 325$

5.

Les versements des 5 prochains exercices sont comme suit:

1986	2 892 104$	9 693 858$	**12 585 962$**	2 364 000$
1987	2 831 875	8 724 788	**11 556 663**	7 919 000
1988	2 684 080	7 729 732	**10 413 812**	639 000
1989	2 567 856	7 134 309	**9 702 165**	10 276 000
1990	2 667 140	5 597 180	**8 264 320**	17 402 500
	13 643 055$	38 879 867$	**52 522 922$**	38 600 500$

(1) Ces refinancements de capital ne sont pas inclus dans les remboursements de capital des années subséquentes à l'année du refinancement.

6.

Dans le cours normal de ses opérations, la ville est ou peut être la défenderesse dans certains procès en cours ou dont on la menace. La direction estime que ces actions n'auront pas pour résultat d'engager de façon importante la responsabilité financière de la ville.

Contestations de l'évaluation foncière

Pour les années d'imposition 1982 à 1985, la valeur de l'évaluation foncière contestée se chiffre à 381 996 850 $. Au 31 décembre 1985 la Ville a comptabilisé une provision de 2 074 288 $ concernant ces contestations. Si un remboursement supérieur à cette provision devait être effectué, l'excédent serait imputé aux dépenses de l'exercice alors en cours.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

II

7.

À la suite de la signature de l'entente de l'annexion d'une partie du territoire de la Ville d'Aylmer, la Ville de Hull s'est engagée à verser à la Ville d'Aylmer, en guise de compensation, une somme de 1 715 000 $.

Les versements des 4 prochains exercices se chiffrent à: 1986, 686 000 $; 1987, 514 500 $; 1988, 343 000 $ et 1989, 171 500 $.

8.

Régime de rentes des fonctionnaires, policiers, pompiers

Selon une expertise actuarielle, le déficit, relatif aux services passés, se chiffre à 278 100 $ au 31 décembre 1983. Ce déficit sera comblé par des versements annuels de 29 500 $ pendant 15 ans.

Régime de rentes des employés manuels

Selon une expertise actuarielle, le surplus actuariel total au 31 décembre 1983 se chiffre à 373 000 $.

9.

— Eau, égout, trottoir, etc. payable:	
— par l'ensemble de la municipalité	32 222 482$
— par les riverains	10 347 804
— Maison du Citoyen	18 229 000
— Ateliers municipaux	5 654 000
— Loisirs et culture	10 575 000
— Palais des Congrès	3 187 000
— Programme d'amélioration de quartier	3 546 569
— Sécurité publique	793 000
— Divers (aménagement de bureau, équipement, etc.)	1 478 138
	86 032 993$

10.

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

Tableaux 1·2·3

TABLEAU-1 ÉVALUATION MUNICIPALE

Résidences	563 224	569 090	575 809	583 923	**676 153**	
Commerces & Industries	517 619	531 007	531 080	529 160	**522 268**	
Compensation pour taxes	521 109	525 625	538 706	549 756	**597 537**	
Non imposable	137 163	139 305	125 732	127 646	**113 226**	
Autre imposable	32 202	40 115	40 958	48 875	**54 024**	
Total	1 771 317	1 805 142	1 812 285	1 839 360	**1 963 208**	
Proportion médiane du rôle	100%	98%	96%	94%	**80%**	72%
Facteur comparatif du rôle	1,0	1,020	1,042	1,064	**1,250**	1,390

TABLEAU-2 TAUX DES TAXES MUNICIPALES PAR 1 000$ D'ÉVALUATION

Générale	8,50	8,62	9,06	9,85	**10,30**	10,95
C.R.O.	1,61	1,61	1,61	1,64	**2,39**	3,65
C.T.C.R.O.	2,01	1,91	1,91	2,23	**2,13**	1,79
Spéciale	8,36	9,76	9,32	9,34	**9,81**	9,73
Total	20,48	21,90	21,90	23,06	**24,63**	26,12

TABLEAU-3 IMPOSITION ET PERCEPTION

Imposition courante	23 278 000	25 968 000	28 600 000	30 005 000	33 280 000	**34 610 000**
Perception courante	22 202 000	24 797 000	26 575 000	28 561 000	32 156 000	**33 586 000**
Perception des arrérages	801 000	774 000	1 030 000	2 461 000	1 309 000	**1 215 000**
Perception totale	23 003 000	25 571 000	27 605 000	31 022 000	33 465 000	**34 800 000**
Arrérages	1 326 000	1 723 000	2 718 000	1 701 000	1 516 000	**1 351 000**
#2 Perception courante par rapport à l'imposition courante	95,4%	95,5%	92,9%	95,2%	96,6%	**97,1%**
#4 Perception totale par rapport à l'imposition courante et les arrérages	94,5%	93,7%	91,0%	94,8%	95,7%	**99,5%**

Tableau 4
II

ÉVOLUTION DE LA FACTURE DE TAXES

(INDICE 1981 = 1,00)
(PROPRIÉTÉ MOYENNE) 45 800 $

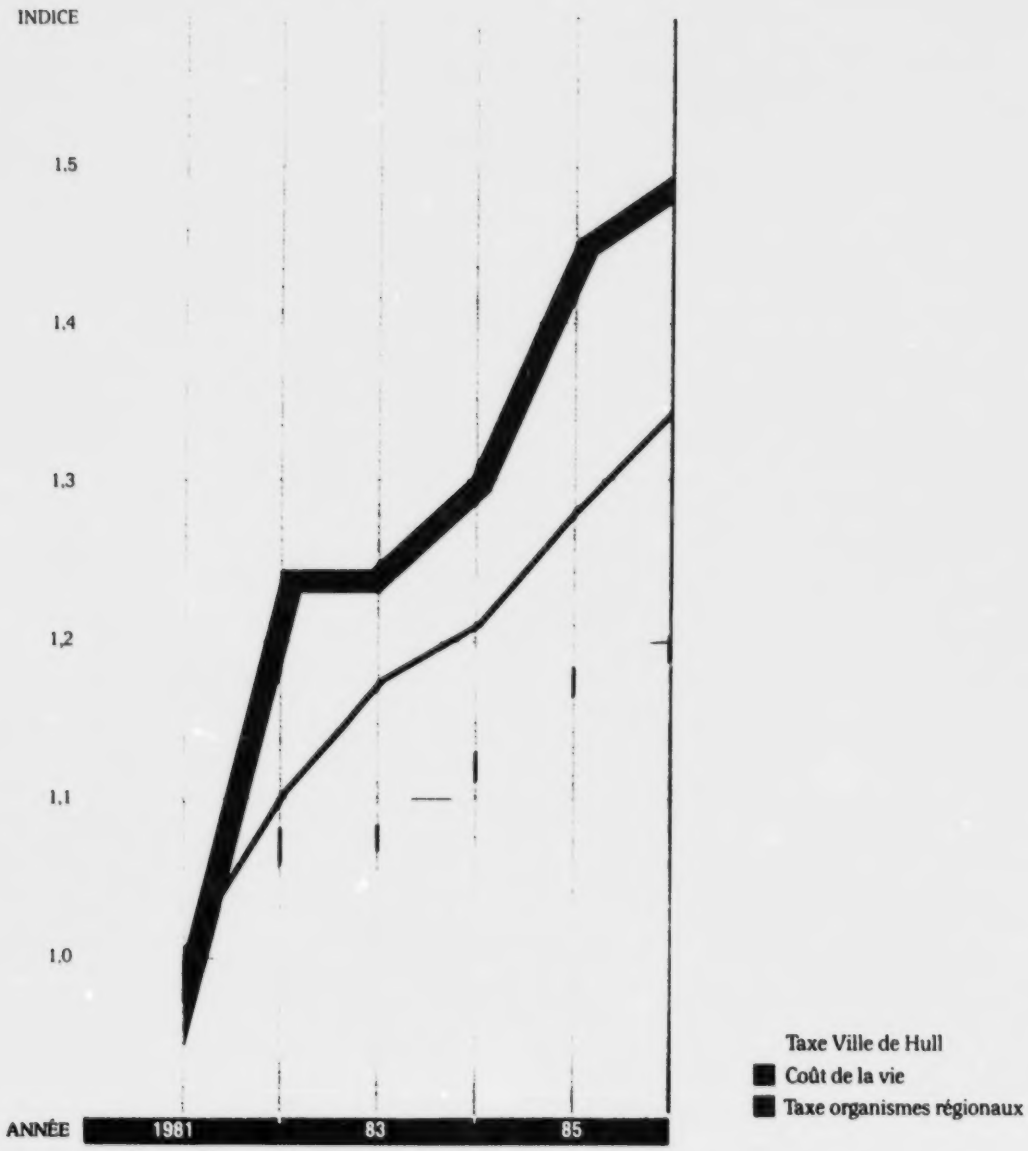
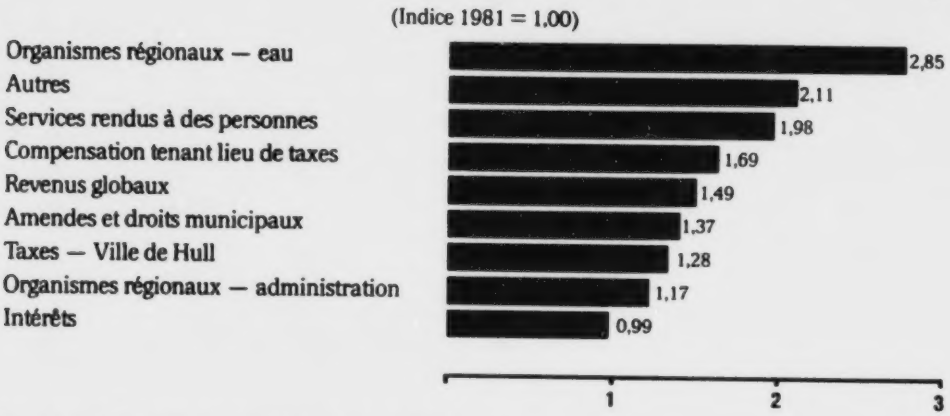


Tableau 5

II

ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE



SOMMAIRE DES REVENUS PAR SOURCE

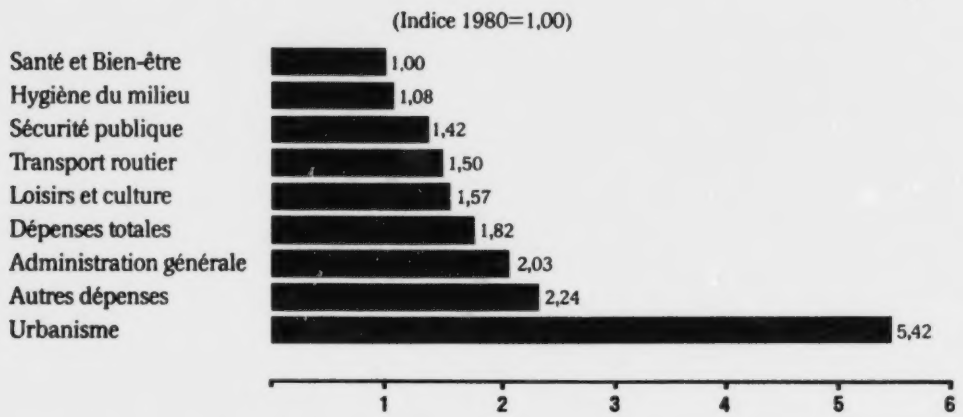
TAXES — VILLE DE HULL					
Générale	9 310 $	9 662 $	10 383 $	11 509 $	**12 568 $**
Spéciale	9 179	10 958	10 807	10 909	**11 847**
Ordures ménagères	1 160	1 090	1 097	1 120	**1 173**
Affaires	1 253	1 352	1 402	1 365	**1 458**
Améliorations locales	858	820	766	763	**815**
ORGANISMES RÉGIONAUX — ADMINISTRATION					
C.R.O.	1 778	1 797	1 856	1 919	**2 076**
C.T.C.R.O.	2 214	2 128	2 202	4 122(1)	**2 579**
ORGANISMES RÉGIONAUX EAU					
Traitement et distribution d'eau	1 451	1 538	1 580	1 624	**1 738**
Assainissement des eaux	—	1 425	1 469	1 525	**2 402**
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	9 402	12 317	12 540	14 490	**15 892**
SERVICES RENDUS À DES PERSONNES	3 152	3 462	3 949	4 553	**6 227**
AMENDES ET DROITS MUNICIPAUX	1 476	1 781	1 669	2 142	**2 021**
INTÉRÊTS	2 321	2 441	2 141	1 996	**2 308**
AUTRES	2 673	2 625	4 265	5 045	**5 653**
REVENUS GLOBAUX	46 227	53 396	56 126	63 082	**68 757**
REVENUS PER CAPITA	757,32	874,14	941,02	1 027,39	**1 119,81**

(1) Quote-part pour les années 1983 et 1984

Tableau 6

II

ÉVOLUTION DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ PRINCIPALE



SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR ACTIVITÉ PRINCIPALE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Législation	263 $	248 $	271 $	391 $	435 $	**508 $**
Application de la loi	223	228	251	235	257	**249**
Gestion financière et administration	1 423	1 686	1 623	1 678	1 865	**2 052**
Greffe	343	429	561	460	522	**620**
Évaluation	67	70	81	118	97	**76**
Gestion du personnel	218	253	250	255	289	**346**
Autres	437	920	1 416	1 891	2 197	**2 182**
	2 974 $	3 834 $	4 453 $	5 028 $	5 662 $	**6 033 $**
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	4 877	5 034	5 687	5 828	6 183	**6 946**
Incendie	3 224	3 462	3 845	4 057	4 089	**4 568**
Autres	—	2	8	7	151	**—**
	8 101 $	8 498 $	9 540 $	9 892 $	10 423 $	**11 514 $**
TRANSPORT ROUTIER						
Administration	1 538	1 342	2 204(1)	2 562(1)	2 727(1)	**2,876**(1)
Voirie municipale	1 124	821	909	1 202	1 658	**1,425**
Enlèvement de la neige	526	512	1 102	1 153	1 024	**1,131**
Éclairage des rues	369	487	457	680	528	**488**
Circulation et signalisation	199	208	228	319	309	**224**
Stationnement	61	150	175	146	154	**217**
Entretien & réparation						
Édifices & machinerie	1 151	1 277	1 352	1 635	1 777	**2 018**
Transport en commun	2 047	2 038	2 194	2 289	4 442(2)	**2 177**
	7 015 $	6 835 $	8 621 $	9 986 $	12 619 $	**10 556 $**
HYGIÈNE DU MILIEU						
Aqueduc	512	561	550	586	619	**709**
	261	228	244	350	415	**339**
Enlèvement et destruction des ordures ménagères	1 018	1 102	725	780	797	**879**
Autres	—	—	—	—	—	**—**
	1 791 $	1 891 $	1 519 $	1 716 $	1 831 $	**1 927 $**
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	9 $	10 $	9 $	9 $	10 $	**9 $**

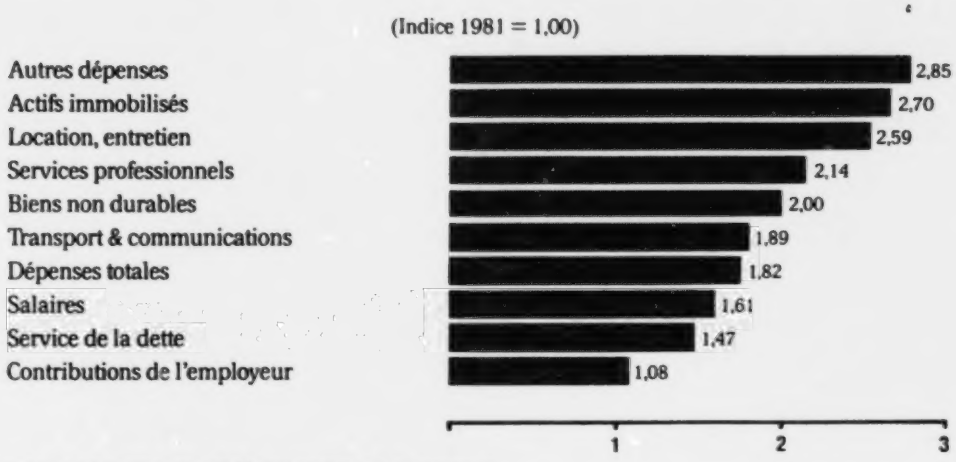
Tableau 6 (suite)

URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE						
Urbanisme et zonage	467 $	412 $	515 $	566 $	646 $	**775 $**
Promotion et développement industriel	—	—	136	132	151	**231**
Rénovation urbaine et restauration	54	50	134	161	150	**138**
Logement	209	369	284	463	801	**1 676**
Autres	—	301	820	940	1 114	**1 136**
	730 $	1 132 $	1 889 $	2 262 $	2 862 $	**3 956 $**
LOISIRS ET CULTURE						
Administration	661	585	677	764	857	**887**
Centres communautaires	283	282	327	404	502	**462**
Arénas et patinoires	1 490	1 544	1 672	2 132	2 230	**2 252**
Parcs et terrains de jeux	881	952	944	1 017	1 107	**1 237**
Expositions et foires	45	265	81	115	245	**227**
Bibliothèque	635	647	704	877	882	**996**
Autres	1 191	1 035	1 217	1 546	1 889	**2 106**
	5 186 $	5 310 $	5 622 $	6 855 $	7 712 $	**8 167 $**
AUTRES DÉPENSES						
Service de la dette (3)	8 402	10 385	11 078	11 273	11 550	**12 381**
Quote-part des dépenses de la C.R.O.	2 551	4,165	5,093	5,961	6 028	**6 843**
Dépenses en immobilisations	—	—	202	700	1 224	**1 871**
Autres	28	1 367	1 434	498	2 472	**3 526**
	10 981 $	15 917 $	17 807 $	18 432 $	21 274 $	**24 621 $**
DÉPENSES GLOBALES	36 787 $	43 427 $	49 460 $	54 180 $	62 393 $	**66 783 $**
DÉPENSES PER CAPITA	602,67 $	711,45 $	809,70 $	908,39 $	1 016,17 $	**1 087,67 $**

(1) Incluant toutes les journées payées mais non travaillées des employés manuels.
(2) Quote-part 1983 et 1984 à la C.T.C.R.O.
(3) N'incluant pas les remboursements au fonds de roulement qui sont imputés aux différentes activités.

Tableau 7

ÉVOLUTION DES DÉPENSES PAR OBJET



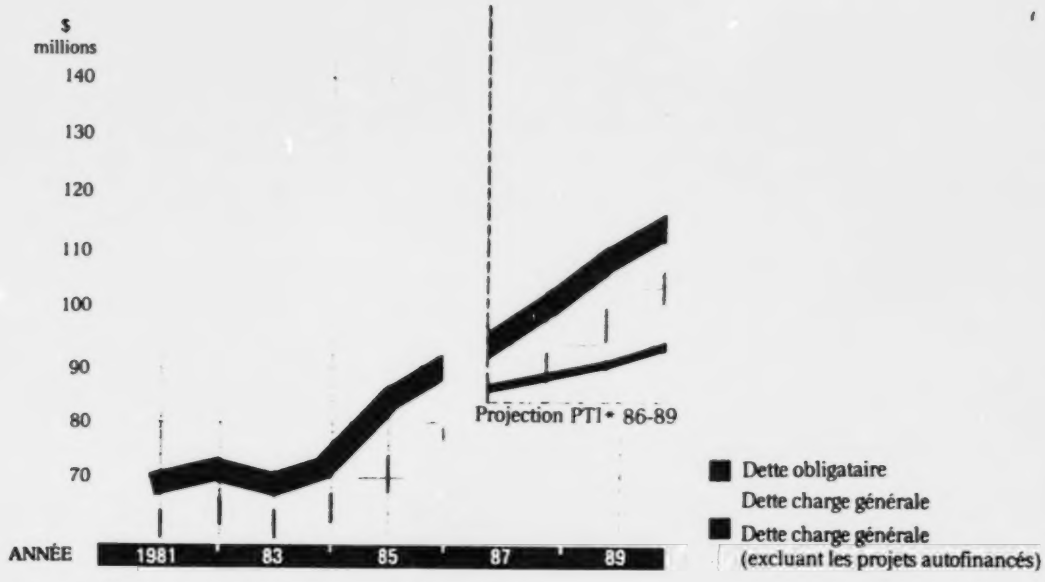
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR OBJET

Salaires	13 795	38%	15 169	35%	17 312	35%	18 645	35%	20 375	33%	**22 249**	**33%**
Contributions de l'employeur	2 902	8%	2 478	6%	2 963	6%	2 889	5%	3 002	5%	**3 120**	**5%**
Services professionnels & administratifs	1 745	5%	2 079	5%	2 171	5%	2 658	5%	3 213	5%	**3 738**	**6%**
Transport et communication	490	1%	462	1%	610	1%	779	1%	952	1%	**924**	**1%**
Location, entretien & réparation	800	2%	1 005	2%	1 401	3%	1 634	3%	2 007	3%	**2 075**	**3%**
Biens non durables	2 353	6%	2 800	6%	3 622	7%	3 735	7%	4 273	7%	**4 698**	**7%**
Actifs immobilisés	1 126	3%	895	2%	1 149	2%	2 753	5%	2 766	4%	**3 036**	**5%**
Service de la dette (1)	8 542	23%	10 511	24%	11 239	23%	11 425	21%	11 701	19%	**12 577**	**19%**
Autres dépenses												
— C.R.O.	2 551	7%	4 165	10%	5 093	10%	5 961	11%	6 028	10%	**6 843**	**10%**
— C.T.C.R.O.	2 047	6%	2 038	5%	2 194	5%	2 284	4%	4 442	7%	**2 177**	**3%**
— Remb. dimin. éval. foncière	—		—	—	—	—	—		1 205	2%	**1 701**	**3%**
Subv. construction domiciliaire et commerciale	—		—		15	—	160		— 293	—	**1 403**	**2%**
— Autres	436	1%	1 825	4%	1 691	3%	1 257	3%	2 136	4%	**2 242**	**3%**
	36 787	100%	43 427	100%	49 460	100%	54 180	100%	62 393	100%	**66 783**	**100%**

(1) Incluant les remboursements au fonds de roulement.

Tableau 8

ÉVOLUTION DE LA DETTE OBLIGATAIRE



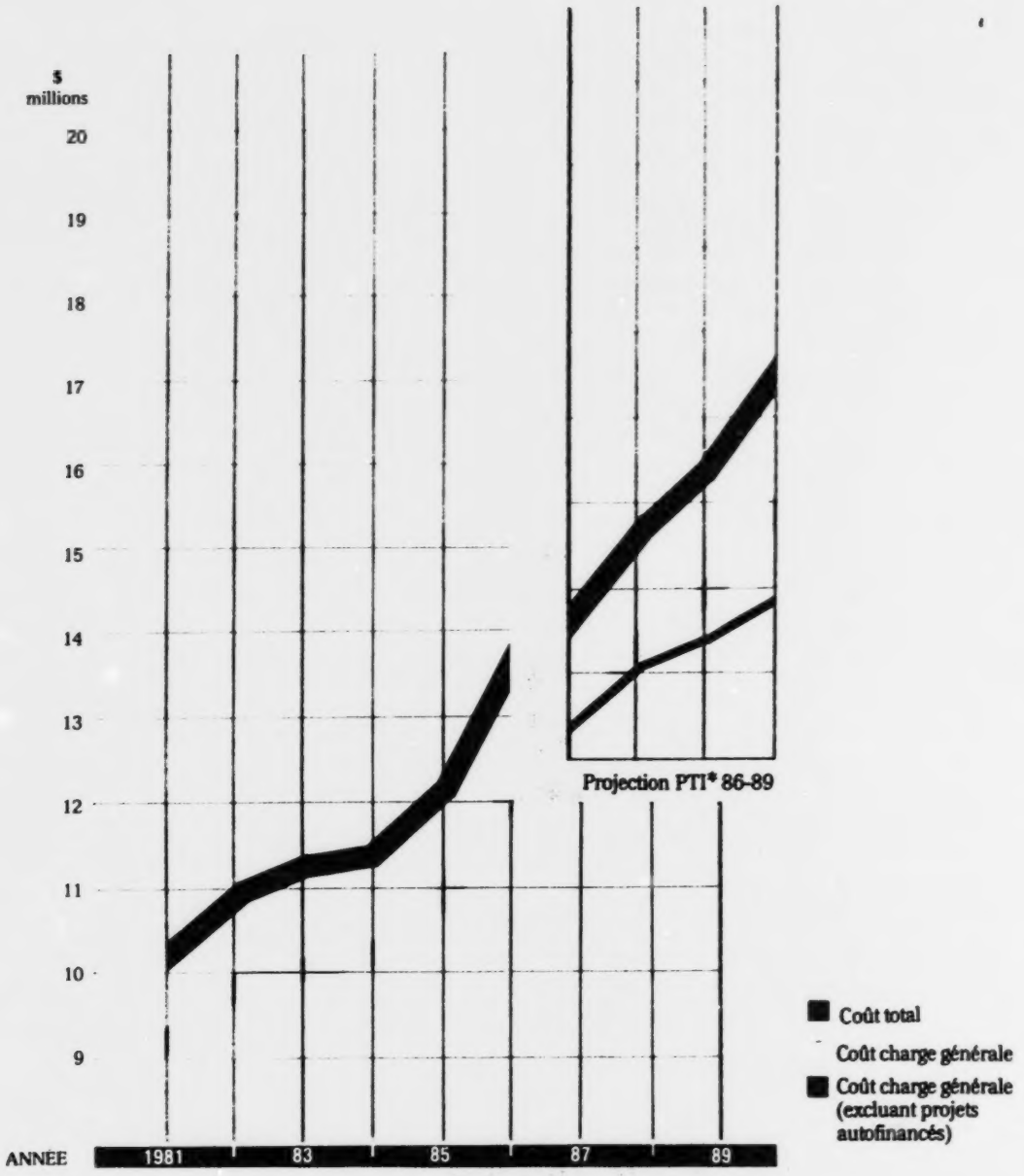
ÉTAT DE LA DETTE OBLIGATAIRE

(en mille $)					
Dette obligataire au 1er jan.	69 581 $	70 006 $	73 515 $	71 452 $	**74 535 $**
Obligations émises	4 981	7 042	2 164	7 551	**20 582**
	74 562 $	77 048 $	75 679 $	79 003 $	**95 117 $**
Moins: obligations échues et payées	4 556	3 533	4 227	4 468	**9 785**
Dette obligataire au 31 décembre*	70 006 $	73 515 $	71 452 $	74 535 $	**85 332 $**
Refinancement en cours	1 618	15	—	243	**1 376**
Dette obligataire incluant refinancement	71 624	73 530	71 452	74 778	**86 708**
Autres dettes à long terme: — Organismes municipaux	130	130	126	122	**665**
— Société québécoise d'assainissement des eaux	—	—	—	—	**36**
— Financement en cours	7 203	1 895	3 335	8 116	**4 327**
— Dette totale	78 957 $	75 555 $	74 913 $	83 016 $	**91 736 $**
STATISTIQUES					
Dette obligataire/assiette imposable d'évaluation foncière élargie	4,3%	4,4%	4,4%	4,5%	**4,0%**
Dette obligataire/ évaluation imposable	6,3%	6,4%	6,3%	6,5%	**7,1%**
Dette obligataire/ per capita (en dollars)	1 146,89	1 204,38	1 197,97	1 213,93	**1 389,77**
*Incluant le montant de la dette obligataire concernant les répartitions locales — part des propriétaires riverains	7 000 $	7 029 $	6 709 $	7 229 $	**10192 $**

*Programme triennal d'immobilisations

Tableau 9

COÛT DU SERVICE DE LA DETTE

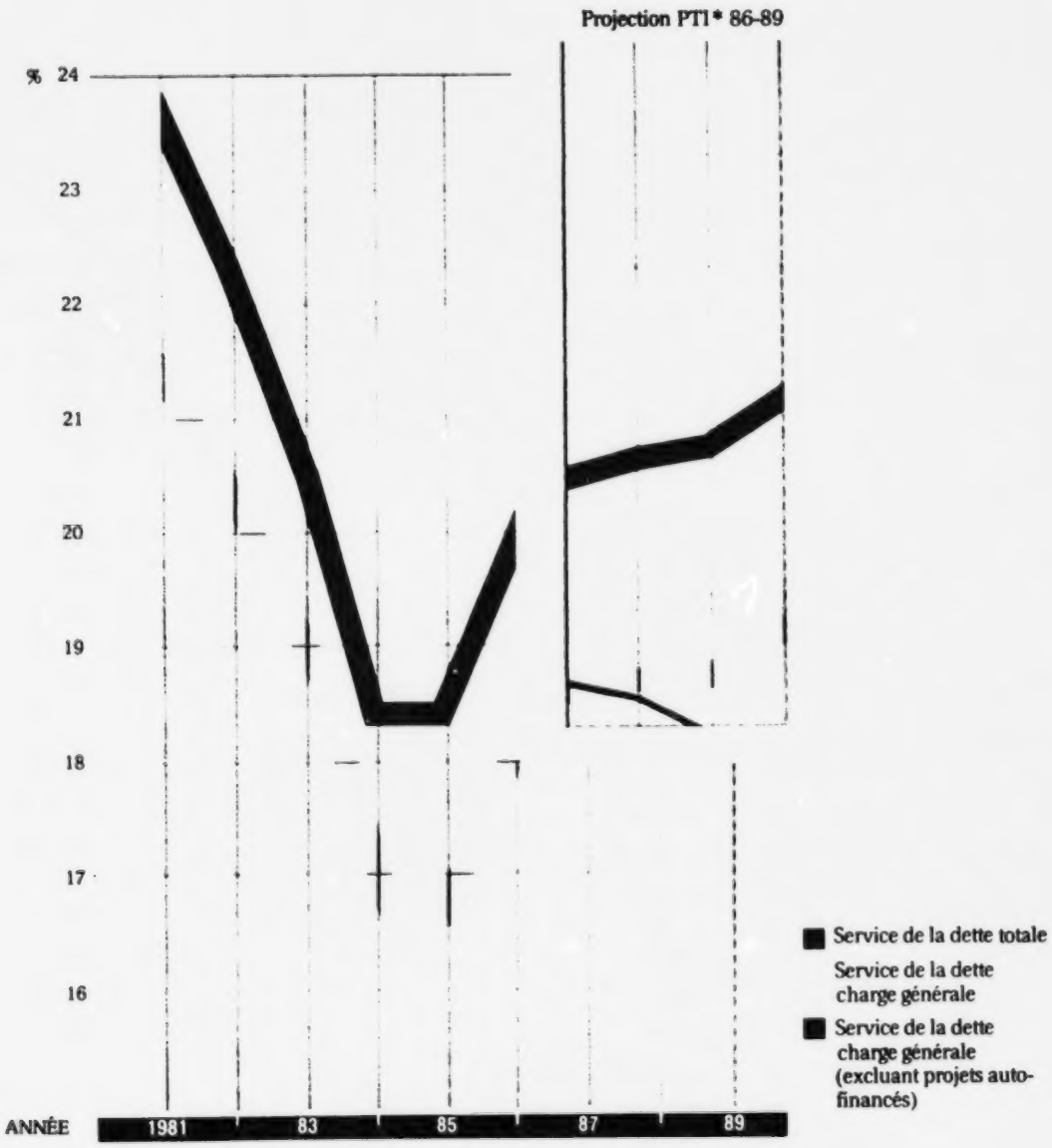


Pour l'ensemble des contribuables	9 389 $	10 068 $	10 197 $	10 383 $	11 061 $
Pour les propriétaires riverains	996	1 010	1 076	1 167	1 320
Coût total	10 385 $	11 078 $	11 273 $	11 550 $	12 381 $

*Programme triennal d'immobilisations

Tableau 10
II

POURCENTAGE DU SERVICE DE LA DETTE VS LES DÉPENSES TOTALES



Service de la dette/ dépenses totales	23,9%	22,4%	20,8%	18,5%	**18,5%**
Service de la dette charge générale/ dépenses totales	21,6%	20,4%	18,8%	16,6%	**16,6%**

*Programme triennal d'immobilisations

Tableau 11

ANALYSE DE LA DETTE OBLIGATAIRE AU 31 DÉCEMBRE 1985

853-2,854-2,935,936	01-10-1966	456 327	5 1/4%	01-10-1986-06	345 080$	
907, 941 série "b"	01-05-1967	782 000	6 1/4%	—	—	
		394 000	6%	01-05-1986-87	96 500	
971-1, 975	01-06-1968	312 000	7 1/2%	—	—	
		300 000	7 1/2%	01-06-1988	300 000	R
		15 000	7 1/2%	01-06-1988	15 000	
669, 675, 970, 971,	01-11-1968	839 000	7 1/2%	—	—	
972, 985, 1003, 1007		399 000	7 1/2%	01-11-1986-88	253 000	
		339 000	7 1/2%	01-11-1988	339 000	R
1077	01-05-1970	616 000	9 1/4%	—	—	
		637 000	9 1/2%	—	—	
		218 000	9 1/2%	01-05-1990	218 000	R
1073-1, 1127, 1107,	01-12-1970	903 500	9%	—	—	
1101		1 250 500	9%	—	—	
		82 000	9%	01-05-1990	82 000	R
1086-1	01-07-1971	438 791	7 7/8%	01-07-1986	47 540	y
1086-2	01-07-1972	73 952	7 7/8%	01-07-1986-87	15 429	y
1173-1	01-11-1972	61 246	7 5/8%	01-11-1986-02	49 306	y
1048,1143,1173,1181,	01-07-1973	710 000	8%	—	—	
1189, 1195		1 115 000	8%	—	—	
1201, 1207-1, 1219-1,		167 000	8%	01-07-1993	167 000	
1235, 1244		450 000	8%	01-07-1993	450 000	R
1086-3	01-07-1973	8 456	7 7/8%	01-07-1986-88	2 549	
1192-1,	01-05-1974	1 111 000	9%	—	—	
1193-1, 1194-1,		139 000	9 1/2%			
1202, 1207-2, 1213,		1 533 000	9 1/2%			
1219-2, 1222,		246 000	9 1/2%	01-05-1994	246 000	
1223-1, 1229-1,		1 291 000	9 1/2%	01-05-1994	1 291 000	R
1233-1, 1259						
1086-4	01-07-1975	181 298	7 7/8%	01-07-1986-90	84 658	
1242, 1295, 1302,	01-02-1976	5 036 000	10 1/4%	01-02-1986-96	3 538 000	(1)
1315, 1339, 1340,		25 000	10 1/4%	01-02-1996	25 000	R(1)
1351, 1353, 1354,						
1355, 1357, 1363,						
1372, 1381						
1316-1, 1364, 1371,	15-01-1977	4 994 000	9 5/8%	15-01-1986-97	3 659 000	(1)
1377, 1378, 1384,		6 000	9 5/8%	15-01-1997	6 000	R(1)
1385, 1387, 1388-1,						
1397						
1316-2, 1345-1,	26-09-1977	1 593 000	9%	—	—	
1383-1,		996 000	9 1/2%	26-09-1986-87	457 000	
1388-2, 1399-1,		3 352 000	10%	26-09-1988-97	3 352 000	
1401-1,		2 000	10%	26-09-1997	2 000	R
1408, 1410, 1412-1,						
1424-1, 1440-1						
594R, 605R, 615R,	08-05-1978	827 000	9 1/4%	—	—	

Tableau 11 (suite)

619R, 633R, 1345-2,		449 000	9 3/4%	–	–	
1383-2, 1399-2,		2 737 000	10%	08-05-1986-98	2 737 000	
1409-1,						
1411, 1412-2, 1424-2,						
1440-2						
971R, 975R,	01-05-1979	912 000	10%			
1417, 1432-1,		635 000	10 1/2%	01-05-1986-89	530 000	
1433, 1445, 1451-1,		2 453 000	10 1/2%	01-05-1989	2 453 000	R
1452, 1453						
1086-5	01-07-1979	54 102	7 7/8%	01-07-1986-94	39 508	
1471-1	17-09-1979	2 652 000	10%	17-09-1999	2 652 000	R
1431, 1432-2, 1450,	15-10-1979	1 818 000	11%	15-10-1986-89	944 000	
1451-2, 1455, 1456,		2 473 000	11%	15-10-89	2 473 000	R
1457, 1458, 1471-2,		924 000	11%	15-10-1998-99	924 000	
1495, 1496, 1499,						
1500,1508, 1524						
683, 690, 1210,	01-04-1980	1 036 000	13%	–	–	
1229, 1233, 1242,		203 500	13%	01-04-1986	203 500	
1245, 1271, 1274,		2 364 000	13%	01-04-1986	2 364 000	R
1282, 1289, 1291,		291 000	13%	01-04-1990	291 000	
1451, 1471, 1485,		4 732 500	13%	01-04-1990	4 732 500	R
1494, 1497, 1523,						
1525, 1526						
1086-6	01-07-1980	108 337	7 7/8%	01-07-1986-95	84 970	
1471-4	25-08-1980	347 000	12%	25-08-1986-90	210 000	
		8 378 000	12%	25-08-1990	8 378 000	R
724, 733, 896, 906	15-12-1980	181 000	13 1/4%	–	–	
1004, 1010, 1066,		97 000	13 1/2%	–	–	
1069, 1077, 1096,		215 000	13 3/4%	–	–	
1192,1223,1247,1271,		1 376 000	13 3/4%	–	–	
1278,1291,1299,1300,		418 000	14%	15-12-1990	418 000	
1302, 1314, 1335,		2 661 000	14%	15-12-1990	2 661 000	R
1336, 1337, 1338,						
1340, 1356, 1086,						
1293, 1533, 1536,						
1542, 1554						
581R1, 585R1, 587R1,	25-05-81	899 000	15%	25-05-1986-87	352 000	
593R1, 595R1, 1073R,		4 082 000	15%	25-05-87	4 082 000	R
1074R, 1101R, 1107R,						
1112R, 1113R, 1117R,						
1118R, 1126R, 1127R,						
1210R, 1229R, 1233R,						
1242R, 1245R, 1271R,						
1291R, 1557, 1562,						
1575,1576,1586,1603						
1073-2R1, 1137R1,	22-02-1982	442 000	16 1/2%	–	–	

Tableau 11 (suite)

II

1148R1, 1149R1,		2 450 000	16 1/2%	–	–	
1150R1,		2 429 000	17%	22-02-1987	2 429 000	R
1154R1, 1163R1, 1175R1, 1575-2, 1588, 1602, 1606, 1614, 1615, 1625						
775, 776, 777, 793,	20-12-1982	174 000	12%	–	–	
1229, 1233, 1242,		139 000	12 1/2%	20-12-1986-87	139 000	
1245, 1271, 1291, 1504, 1585, 1621		1 408 000	12 1/2%	20-12-1987	1 408 000	R
1502-1	01-06-1982	380 700	9,50%	01-06-1986-C2	358 064	
1048R, 1143R,	04-07-83	97 000	9,50%			
1173-2R,		104 000	10,00%	–	–	
1181R, 1189R, 1195R,		113 000	10,50%	04-07-1986	113 000	
1201R, 1207-1R,		256 000	11,00%	04-07-1987-88	256 000	
1219-1R,		389 000	11,25%	04-07-1989-91	389 000	
1235R, 1244R,		156 000	11,50%	04-07-1992	156 000	
1247-1R, 1229-2R4, 1242-1R4, 1233-2R4, 1245-R4, 1271-1R4, 1291-1R4		668 000	11,50%	04-07-1993	668 000	R
1582-1	01-06-1983	464 847,25	9,625%	01-06-1986-03	447 536	
1502-2	01-06-1983	167 296,51	9,50%	01-06-1986-03	160 977	
1192-1R1, 1193R1,	11-06-1984	147 000	12%	–	–	
1194R1, 1202R1,		160 000	12,50%	11-06-1986	160 000	
1207-2R1, 1213-2R1,		173 000	13,00%	11-06-1987	173 000	
1219-2R1, 1222R1		186 000	13,25%	11-06-1988	186 000	
1223-1R1, 1229-1R1		203 000	13,50%	11-06-1989	203 000	
1233-1R1, 1259R1,		2 204 000	13,50%	11-06-1989	2 204 000	R
1503, 1583, 1698, 1700, 1703						
1735, 1736, 1740	26-11-1984	109 000	11,50%	–	–	
1741, 1742, 1747		264 000	12,00%	26-11-1986-87	264 000	
1752, 1755, 1756		327 000	12,25%	26-11-1988-89	327 000	
1757,1761,1763,1766		3 146 000	12,25%	26-11-1989	3 146 000	R
		111 735 730,76			**85 331 957**	

DOMICILIATION DES OBLIGATIONS EN CIRCULATION

	Payable au Canada	$ 78 103 957
(1)	Payable à New-York, USA, en fonds américains	7 228 000
		$ 85 331 957

LÉGENDE:

y- *Ces obligations sont rachetables par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêts.*
R- *Refinancement*

Tableaux 12·13

TABLEAU-12 SERVICE DES ARÉNAS

Bénéfices nets (pertes nettes) de l'exercice	
Aréna Robert-Guertin	(297 269) $
Aréna Cholette	(92 917)
Aréna Jean-Paul -Sabourin	(103 005)
Sommaire des bénéfices nets (pertes nettes) de l'exercice	(493 191) $

RESTAURANTS ET BAR — SERVICE DES ARÉNAS

	Restaurant Aréna R.-Guertin	Bar Jos-Montferrand	Restaurant Aréna Cholette	Restaurant Aréna J.-P.-Sabourin
Ventes	300 237 $	272 404 $	36 273 $	44 014 $
Coût des ventes	107 019	92 712	16 770	19 169
Profit brut	193 218	179 692	19 503	24 845
% de profit brut par rapport aux ventes	64%	66%	54%	56%
Dépenses directes d'exploitation	65 048	45 905	11 771	9 709
Bénéfice net d'exploitation	128 170 $	133 787 $	7 732 $	15 136 $
% de bénéfice net d'exploitation par rapport aux ventes	43%	49%	21%	34%

TABLEAU-13 TERRAINS DE STATIONNEMENT

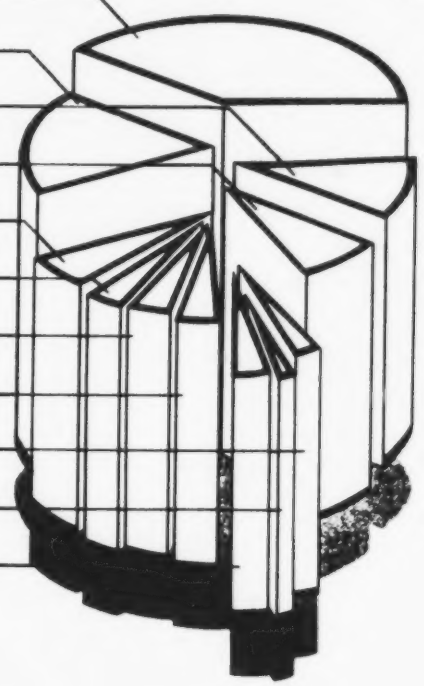
		Stationnement Wellington	Stationnement St-Jacques	Stationnement Montcalm	Stationnement Leduc	Stationnement St-Joseph
REVENUS	Total revenus	129 816 $	66 524 $	16 775 $	40 575 $	29 357 $
DÉPENSES	Salaires	40 859	40 444		3 377	2 804
	Transport et communications	518	517		227	
	Gardiennage et sécurité	12 669	13 966	154	9 299	
	Location et entretien	6 325	5 353	700	8 893	30 222
	Biens non durables	2 936	2 367		2 958	2 679
	Remboursement au F.R.	3 000				
	Total dépenses	66 307	62 647	854	24 754	35 705
	Bénéfice net	63 509 $	3 877 $	15 921 $	15 821 $	(6 348) $
	% des bénéfices nets par rapport aux revenus	48,9%	5,8%	94,9%	39,0%	(21,6%)

Tableau 14

II

PROVENANCE DU DOLLAR

37%	Taxes foncières municipales
20%	Compensation des gouvernements tenant lieu de taxes
13%	Revenus divers
10%	Organismes régionaux
4%	Taxes de services
3%	Taxes personnelles
3%	Surplus année antérieure
4%	Subventions autres
2%	Maison du Citoyen et Palais du Congrès
1%	Amendes
3%	Loisirs et culture



EMPLOI DU DOLLAR

19%	Service de la dette
14%	Transport routier
11%	Loisirs et culture
11%	Autres dépenses
10%	Organismes régionaux C.R.O. et C.T.C.R.O.
10%	Sécurité publique (Police)
7%	Hygiène du milieu et urbanisme
7%	Administration générale
7%	Sécurité publique (Incendies)
4%	Maison du Citoyen et Palais des Congrès

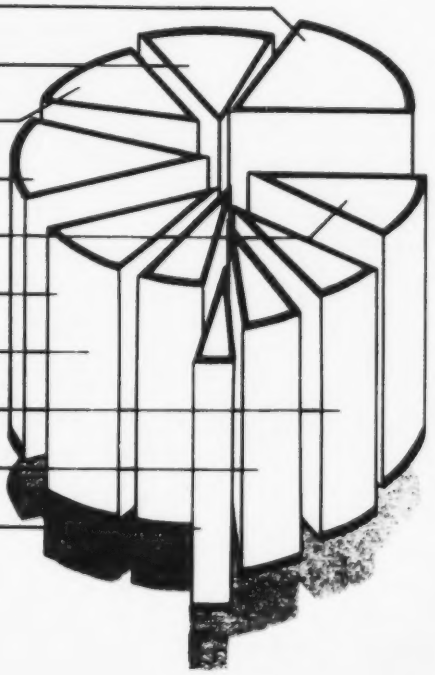


Tableau 14

II

PROVENANCE DU DOLLAR

	Montant	Taux	Montant	Taux
Taxes foncières municipales	**25 237 222**	**37%**	24 696 600	39%
Compensation des gouvernements tenant lieu de taxes	**13 915 513**	**20%**	12 777 398	20%
Taxes personnelles	**1 803 403**	**3%**	2 205 293	4%
Taxes de services	**2 910 594**	**4%**	2 744 054	4%
Subventions autres	**2 569 931**	**4%**	2 426 648	4%
Amendes	**719 104**	**1%**	1 079 822	2%
Surplus année antérieure	**2 285 995**	**3%**	2 467 078	4%
Organismes régionaux	**7 049 961**	**10%**	6 050 968	10%
Maison du Citoyen et Palais des Congrès	**1 314 120**	**2%**	1 385 200	2%
Loisirs et culture	**1 793 912**	**3%**	1 506 629	2%
Revenus divers	**9 156 882**	**13%**	5 742 227	9%
Total revenus	**68 756 637**		63 081 917	

EMPLOI DU DOLLAR

	Montant	Taux	Montant	Taux
Administration générale	**4 779 738**	**7%**	4 333 462	7%
Sécurité publique (Police)	**6 945 815**	**10%**	6 183 215	10%
Sécurité publique (Incendie)	**4 441 691**	**7%**	3 989 701	6%
Transport routier (incluant le Service de la planification, section génie)	**9 071 911**	**14%**	8 473 157	14%
Hygiène du milieu et urbanisme (incluant eau, C.R.O., dépotoir Cook, ordures ménagères et O.M.H.)	**5 574 474**	**7%**	5 182 417	8%
Organismes régionaux C.R.O. et C.T.C.R.O. (incluant administration et et assainissement des eaux)	**6 554 977**	**10%**	8 178 792	13%
Loisirs et culture	**7 090 774**	**11%**	6 779 578	11%
Maison du Citoyen et Palais des Congrès	**2 424 749**	**4%**	2 435 964	4%
Service de la dette	**12 380 588**	**19%**	11 550 030	19%
Autres dépenses	**7 518 581**	**11%**	5 286 584	8%
Total	**66 783 298**		62 392 900	